

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.045/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.045/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 décembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur une proposition d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", a donné le 19 décembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 december 2000 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorstel van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", heeft op 19 december 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

"(...)

Il ressort de la lecture combinée des articles 203, § 2, et 23, alinéa 4, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, que le premier plan régional de développement (P.R.D.) arrêté le 3 mars 1995 cesse de poursuivre ses effets le 31 décembre 2000. Il apparaît, en outre, que le Gouvernement ne sera pas en mesure d'adopter le nouveau projet de plan régional de développement avant cette date.

La proposition d'ordonnance déposée vise donc à prolonger les effets du P.R.D. du 3 mars 1995 jusqu'à approbation du nouveau P.R.D. En effet, l'absence de P.R.D. à l'échéance prévue entraînerait, selon les auteurs de la proposition d'ordonnance, un vide juridique «tant en ce qui concerne l'octroi des aides gouvernementales, qui, selon l'article 23, alinéa 3, de l'ordonnance ne peuvent s'effectuer qu'en vertu des dispositions du plan, qu'à l'égard des plans inférieurs dont l'existence du P.R.D., de par sa position au sommet de la hiérarchie des plans, conditionne la validité.».

Cette proposition pose dès lors concrètement la question des effets de l'absence de P.R.D. et de la nécessité de disposer d'un P.R.D. pour pouvoir approuver un plan régional d'affectation du sol (P.R.A.S.).

.../...

Par ailleurs, et d'un point de vue strictement juridique, le Gouvernement s'interroge sur la possibilité de prolonger, pour la troisième fois consécutive, les effets du P.R.D. du 3 mars 1995."

*

* *

Selon l'article 203, § 2, seconde phrase, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, "le premier plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au plus tard le 31 décembre 2000".

La proposition à l'examen suggère de remplacer, dans cette disposition, la date du 31 décembre 2000 par celle du 31 décembre 2001.

Les développements de la proposition justifient cette prolongation comme suit :

"Il apparaît que le Gouvernement ne sera pas en mesure d'adopter le prochain projet de plan régional de développement avant (l'échéance du 31 décembre 2000).

Cette absence de PRD à l'échéance prévue entraînerait un vide juridique extrêmement préjudiciable tant en ce qui concerne l'octroi des aides gouvernementales, qui, selon l'article 23, alinéa 3, de l'OOPU, ne peuvent s'effectuer qu'en vertu des dispositions du plan, qu'à l'égard des plans inférieurs dont l'existence du PRD, de par sa position au sommet de la hiérarchie des plans, conditionne la validité.

C'est pourquoi il est nécessaire de prolonger pour un an les effets du premier PRD arrêté le 3 mars 1995."

.../...

Il ressort de la lettre de demande d'avis adressée au Conseil d'Etat, ainsi que des précisions qui ont été apportées à la section de législation, que le Gouvernement se demande, d'une part, si l'absence de prolongation du délai mentionné à l'article 203, § 2, seconde phrase, de l'ordonnance du 29 août 1991, est effectivement de nature à causer le "vide juridique" qu'indiquent les développements de la proposition et, d'autre part, si la prolongation envisagée ne conduit pas à dénaturer le rôle du plan régional de développement tel qu'il résulte de l'ordonnance du 29 août 1991.

I. Quant à l'existence d'un "vide juridique"

1. A s'en tenir à l'ordonnance du 29 août 1991, il n'apparaît pas que l'absence de prolongation des effets du plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 entraînerait, à proprement parler, une situation de "vide juridique".

Certes, cette ordonnance attache des effets aux dispositions du plan régional de développement (1). Ainsi, selon l'article 23, alinéa 2, de l'ordonnance, "le projet de plan régional d'affectation du sol, le plan régional d'affectation du sol, le plan communal de développement, le plan particulier d'affectation du sol et le programme d'action prioritaire ne peuvent s'en écarter qu'à condition

(1) Ainsi, du reste, qu'aux dispositions du projet de plan régional de développement.

d'en indiquer expressément les motifs" (1); ainsi encore, l'alinéa 3 du même article prévoit que "l'octroi d'aides par le Gouvernement à des personnes physiques ou morales, privées ou publiques, ne peut s'effectuer que dans le respect des dispositions du plan (régional de développement)".

Toutefois, il importe de constater :

a) d'une part, que l'ordonnance n'impose pas formellement au Gouvernement l'obligation d'élaborer un plan régional de développement (2);

b) et, d'autre part, que le législateur a voulu limiter strictement les effets de ce plan dans le temps (3).

(1) Voir également l'article 26, alinéa 1er, et l'article 36, alinéa 1er, de l'ordonnance.

(2) Certes, selon l'article 18, alinéa 1er, "le Gouvernement élabore le projet de plan régional de développement", et l'alinéa 4 du même article précise que le Gouvernement arrête ce projet dans l'année civile qui suit celle de l'installation du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale; en outre, d'après l'article 19, alinéa 1er, le Gouvernement arrête définitivement le plan dans les douze mois qui suivent l'adoption du projet de plan. Ces dispositions n'ont cependant d'autre objet que de désigner l'autorité compétente pour adopter le projet de plan et le plan, et d'indiquer le délai prévu à cette fin (lequel délai n'est qu'un délai d'ordre : voir Doc. C.R.B., A-108/2-90/91, p. 136) ; elles n'imposent pas formellement au Gouvernement l'obligation d'élaborer un plan régional de développement.

(3) Voir l'article 23, alinéa 4, et, en ce qui concerne le plan arrêté le 3 mars 1995, l'article 203, § 2, de l'ordonnance.

Dans ces conditions, l'on ne pourrait soutenir la thèse selon laquelle, en cas d'absence de plan régional de développement ou de cessation des effets d'un tel plan, les autorités compétentes seraient privées du pouvoir de prendre les décisions auxquelles s'applique l'article 23, alinéas 2 et 3, de l'ordonnance, que si celle-ci contenait une disposition expresse en ce sens.

Or, tel n'est pas le cas.

Le "vide juridique" invoqué dans les développements de la proposition à l'examen n'existe donc pas, du moins si l'on s'en tient à l'ordonnance du 29 août 1991.

2. D'autres textes que l'ordonnance du 29 août 1991 attachent des effets au plan régional de développement.

Sans prétendre ici à l'exhaustivité, tel est le cas de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public et de l'ordonnance du 21 décembre 1998 fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-capitale à partir de l'année 1998.

a) L'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public prévoit l'allocation de subsides spécifiques aux communes dans les limites d'une dotation particulière, dénommée "dotation triennale de développement".

.../...

L'article 14, alinéa 1er, détermine comme suit l'objet de ces subsides :

"Dans les limites de la dotation triennale de développement, le Gouvernement peut octroyer aux communes des subsides pour des projets d'intérêt régional, pour autant que ces projets soient repris dans une liste des priorités du plan régional de développement pris en exécution de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, arrêtée par le Gouvernement et qui porte sur des investissements subsidiables en vertu du chapitre VII."

L'article 5, alinéa 2, précise que trente pour cent des crédits d'engagement qui, la première année de chaque triennat, sont inscrits au budget régional en vue d'allouer des subsides d'encouragement à la réalisation d'investissements d'intérêt public par les communes, centres publics d'aide sociale et fabriques d'église et consistoires, sont destinés à la dotation triennale de développement.

L'article 16 qui énumère les "investissements subsidiables en matière d'espaces publics", fait aussi référence au plan régional de développement : en ce qui concerne la voirie, il mentionne "les créations de voirie prévues par le plan régional de développement"; en ce qui concerne les espaces verts, il cite "l'acquisition de terrains en vue de leur affectation en espace vert accessible au public, si le terrain est compris dans une aire de verdoisement prioritaire du plan régional de développement ou si celui-ci prévoit la création d'un espace vert à cet endroit".

.../...

Enfin, il résulte de l'article 28, alinéas 2 et 3, que le taux des subventions accordées pour les travaux et études que vise cet article est plus élevé dans le cas de "travaux et études repris dans la liste des priorités du plan régional de développement arrêtée par le Gouvernement".

L'absence de plan régional de développement ou la cessation des effets du plan adopté le 3 mars 1995 aurait pour effet de rendre ces dispositions inapplicables.

Bien plus, cette situation conduirait à un véritable vide juridique, dans la mesure où :

- d'une part, elle empêcherait l'affectation de trente pour cent des crédits d'engagement visés à l'article 5, alinéa 2, précité de l'ordonnance;
- et, d'autre part, elle empêcherait l'octroi de subventions pour la création de voiries et pour l'acquisition de terrains en vue de leur affectation en espace vert accessible au public.

b) L'article 15 de l'ordonnance du 21 décembre 1998 fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-capitale à partir de l'année 1998 fait aussi référence au plan régional de développement.

Selon cette disposition, une part, égale à vingt pour cent, de la "dotation dépenses" que prévoit l'ordonnance, "est répartie au prorata de la superficie du

.../...

territoire communal compris dans l'espace de développement renforcé du logement tel que délimité par le plan régional de développement pris en exécution des articles 16 à 24 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme".

L'absence de plan régional de développement ou la cessation des effets du plan adopté le 3 mars 1995 conduirait à empêcher l'application de cette disposition.

En conclusion, la proposition à l'examen tend à combler un véritable vide juridique.

Il convient d'ajouter que ce vide juridique pourrait à nouveau se présenter si, à la date ultime prévue par la proposition - à savoir le 31 décembre 2001 - un nouveau projet de plan régional de développement n'était pas entré en vigueur (1).

(1) Selon les développements, le plan régional de développement adopté le 3 mars 1995 "(arrêterait) ses effets si endéans l'année de sa prolongation le second PRD entrerait en vigueur". On ne peut perdre de vue qu'en vertu de l'article 23, alinéas 1er à 3, de l'ordonnance du 29 août 1991, le projet de plan produit les mêmes effets que le plan régional de développement.

II. Quant au risque de dénaturation du rôle du plan régional de développement, tel qu'il résulte de l'ordonnance du 29 août 1991

Comme le font apparaître plusieurs dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 (1), le législateur a, en adoptant celle-ci, souhaité que, selon les termes utilisés lors des travaux préparatoires, "la durée" du plan régional de développement "corresponde à celle d'une législature" (2).

D'un point de vue juridique, rien ne s'oppose à ce que le législateur s'écarte de cette solution (3), notamment en prolongeant une nouvelle fois les effets du plan adopté le 3 mars 1995, et ce, comme indiqué au point I, pour éviter tout vide juridique.

*

*

*

(1) En particulier l'article 18, alinéa 4, l'article 23, alinéa 4, et l'article 203, § 2.

(2) Doc. C.R.B., A-108/1-90/91, p. 5, et A-108/2-90/91, p. 11.

(3) Comme il l'a déjà fait à l'article 203, § 2, de l'ordonnance.

Au bénéfice des précisions qui viennent d'être apportées, la proposition à l'examen appelle les observations suivantes :

1. Comme il a été indiqué plus haut, le vide juridique que tend à combler la proposition à l'examen pourrait à nouveau se présenter si, à la date ultime prévue par la proposition - à savoir le 31 décembre 2001 -, un nouveau projet de plan régional de développement n'était pas entré en vigueur.

Mieux vaut donc éviter de prévoir une date ultime, et rédiger le texte en ce sens que le plan régional de développement adopté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets le jour de l'entrée en vigueur d'un nouveau projet de plan régional de développement.

2. Le Gouvernement ne pourra pas adopter le prochain projet de plan régional de développement dans l'année qui suit celle de l'installation du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale, comme le prévoit pourtant l'article 18, alinéa 4, de l'ordonnance du 29 août 1991.

Même s'il s'agit là d'un simple délai d'ordre, il conviendrait de compléter la proposition à l'examen par une disposition rendant ce délai inapplicable pour l'adoption dudit projet.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering, zoals ze in de brief met de adviesaanvraag is opgenomen, aldus :

"(...)

Il ressort de la lecture combinée des articles 203, § 2, et 23, alinéa 4, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, que le premier plan régional de développement (P.R.D.) arrêté le 3 mars 1995 cesse de poursuivre ses effets le 31 décembre 2000. Il apparaît, en outre, que le Gouvernement ne sera pas en mesure d'adopter le nouveau projet de plan régional de développement avant cette date.

La proposition d'ordonnance déposée vise donc à prolonger les effets du P.R.D. du 3 mars 1995 jusqu'à approbation du nouveau P.R.D. En effet, l'absence de P.R.D. à l'échéance prévue entraînerait, selon les auteurs de la proposition d'ordonnance, un vide juridique «tant en ce qui concerne l'octroi des aides gouvernementales, qui, selon l'article 23, alinéa 3, de l'ordonnance ne peuvent s'effectuer qu'en vertu des dispositions du plan, qu'à l'égard des plans inférieurs dont l'existence du P.R.D., de par sa position au sommet de la hiérarchie des plans, conditionne la validité.».

Cette proposition pose dès lors concrètement la question des effets de l'absence de P.R.D. et de la nécessité de disposer d'un P.R.D. pour pouvoir approuver un plan régional d'affectation du sol (P.R.A.S.).

.../...

Par ailleurs, et d'un point de vue strictement juridique, le Gouvernement s'interroge sur la possibilité de prolonger, pour la troisième fois consécutive, les effets du P.R.D. du 3 mars 1995."

*

* *

Artikel 203, § 2, tweede zin, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw luidt als volgt : "Het eerste gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld, treedt uiterlijk op 31 december 2000 buiten werking".

In het onderzochte voorstel wordt gesuggereerd om in die bepaling de datum van 31 december 2000 te vervangen door die van 31 december 2001.

In de toelichting bij dat voorstel wordt voor die verlenging de volgende reden opgegeven :

"Nu blijkt dat de regering niet bij machte zal zijn het volgende ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan voor (de vervaldatum van 31 december 2000) goed te keuren

Als er aan het einde van deze termijn geen GewOP is, ontstaat er een rechtsvacuüm dat uiterst nadelige gevolgen heeft voor de toekenning van de hulp van de regering, welke luidens artikel 23, derde lid, van de ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, slechts mag gebeuren in naleving van de bepalingen van het plan, en ook voor de lagere plannen. Het GewOP, dat in de hiërarchie van de plannen bovenaan staat, is immers bepalend voor hun geldigheid.

.../...

Daarom is het nodig dat de gevolgen van het eerste GewOP dat op 3 maart 1995 is vastgesteld met een jaar verlengd worden".

Uit de brief met de adviesaanvraag die aan de Raad van State is gericht en uit de nadere uitleg die aan de afdeling wetgeving is verstrekt, blijkt dat de Regering zich afvraagt of het niet-verlengen van de termijn gesteld in artikel 203, § 2, tweede zin, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 inderdaad kan leiden tot het rechtsvacuüm waarvan sprake is in de toelichting bij het voorstel en of de rol van het gewestelijk ontwikkelingsplan, zoals die uit de ordonnantie van 29 augustus 1991 blijkt, niet wordt uitgehold door de voorgenomen verlenging van die termijn.

I. Het bestaan van een "rechtsvacuüm"

1. Uit de ordonnantie van 29 augustus 1991 op zich blijkt niet dat het niet-verlengen van de gevolgen van het op 3 maart 1995 vastgesteld gewestelijk ontwikkelingsplan in feite tot een "rechtsvacuüm" zou leiden.

In die ordonnantie worden weliswaar gevolgen verbonden aan de bepalingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan (1). Zo kunnen volgens artikel 23, tweede lid, van de ordonnantie "het ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan, het gewestelijk bestemmingsplan, het gemeentelijk ontwikkelingsplan, het bijzonder bestemmingsplan en het prioritair

(1) Zoals overigens ook aan de bepalingen van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan.

actieprogramma er slechts van afwijken als de redenen hiervoor uitdrukkelijk worden vermeld" (1). Zo ook bepaalt het derde lid van hetzelfde artikel dat "het toekennen door de Regering van hulp aan natuurlijke dan wel privaat- of publiekrechtelijke rechtspersonen ... slechts (mag) gebeuren in naleving van de bepalingen van het (gewestelijk ontwikkelings)plan".

Er behoort evenwel op te worden gewezen dat :

a) in de ordonnantie aan de Regering geen formele verplichting wordt opgelegd om een gewestelijk ontwikkelingsplan uit te werken (2);

(1) Zie eveneens artikel 26, eerste lid, en artikel 36, eerste lid, van de ordonnantie.

(2) Volgens artikel 18, eerste lid, maakt de Regering weliswaar het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan op en krachtens het vierde lid van datzelfde artikel stelt de Regering in het kalenderjaar dat volgt op het jaar van de installatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, het ontwerpplan vast. Voorts bepaalt artikel 19, eerste lid, dat de Regering het plan definitief vaststelt binnen twaalf maanden volgend op de vaststelling van het ontwerpplan. Die bepalingen hebben evenwel alleen tot doel de overheid aan te wijzen die bevoegd is om het ontwerpplan en het plan vast te stellen en aan te geven welke termijn daartoe is bepaald (een termijn die slechts een niet-dwingende termijn is : zie Gedr. St. B.H.R., A-108/2-90/91, blz. 136). In die bepalingen wordt aan de Regering geen formele verplichting opgelegd om een gewestelijk ontwikkelingsplan uit te werken.

b) de ordonnantiegever de gevolgen van dat plan strikt heeft willen beperken in de tijd (1).

In die omstandigheden zou alleen kunnen worden gesteld dat, wanneer er geen gewestelijk ontwikkelingsplan is of wanneer zulk een plan geen uitwerking meer heeft, de bevoegde overheden de bevoegdheid om de beslissingen te nemen waarop artikel 23, tweede en derde lid, van de ordonnantie van toepassing is verliezen, indien die ordonnantie een uitdrukkelijke bepaling in die zin zou bevatten.

Dat is echter niet het geval.

Het "rechtsvacuüm" waarvan in de toelichting bij het onderzochte voorstel sprake is, bestaat dus niet, althans wanneer men zich aan de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdt.

2. Andere regelingen dan de ordonnantie van 29 augustus 1991 verbinden gevolgen aan het gewestelijk ontwikkelingsplan.

Zonder een exhaustieve lijst van die regelingen te willen geven, kan worden gesteld dat zulks het geval is met de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen en met de ordonnantie van 21 december 1998 tot

(1) Zie artikel 23, vierde lid, en, wat het op 3 maart 1995 vastgestelde plan betreft, artikel 203, § 2, van de ordonnantie.

vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 1998.

a) De ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen voorziet in de toekenning van specifieke subsidies aan de gemeenten binnen de perken van een bijzondere dotatie, die "driejarige ontwikkelingsdotatie" wordt genoemd.

In artikel 14, eerste lid, van die ordonnantie wordt de bedoeling van die subsidies als volgt omschreven :

"Binnen de perken van de driejarige ontwikkelingsdotatie, kan de Regering aan de gemeenten subsidies toekennen voor projecten van gewestelijk belang, voorzover deze projecten opgenomen zijn in (de) door de Regering vastgelegde lijst van de prioriteiten van het Gewestelijk ontwikkelingsplan genomen in (de) uitvoering van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, en die betrekking heeft op de krachtens hoofdstuk VII subsidieerbare investeringen.".

Volgens artikel 5, tweede lid, wordt het eerste jaar van elke driejarige periode een vastleggingskrediet uitgetrokken op de gewestbegroting om subsidies toe te kennen om de investeringen van openbaar nut aan te moedigen door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en door de kerkfabrieken en consistories, waarvan dertig procent bestemd is voor de driejarige ontwikkelingsdotatie.

.../...

Artikel 16, waarin een opsomming wordt gegeven van de "subsidieerbare investeringen inzake openbare ruimten", verwijst eveneens naar het gewestelijk ontwikkelingsplan : in verband met de wegeninfrastructuur wordt daarin melding gemaakt van "de realisatie van wegen voorzien in het Gewestelijk ontwikkelingsplan"; in verband met de groene ruimten is daarin sprake van "de verwerving van terreinen die zullen dienen als groene ruimte toegankelijk voor het publiek, indien het terrein gelegen is in een gebied voor prioritaire ingroening op het Gewestelijk ontwikkelingsplan of indien dit plan voorziet in de aanleg van een groene ruimte op die plaats."

Ten slotte blijkt uit artikel 28, tweede en derde lid, dat het percentage van de subsidies die worden toegekend voor de werken en studies waarop dat artikel betrekking heeft, hoger liggen voor "werken en studies die voorkomen in de lijst van de prioriteiten van het Gewestelijk ontwikkelingsplan dat de Regering vastlegde".

Wanneer er geen gewestelijk ontwikkelingsplan is of wanneer het op 3 maart 1995 vastgestelde plan geen uitwerking meer heeft, kunnen deze bepalingen niet meer worden toegepast.

Meer nog, die situatie zou effectief leiden tot een rechtsvacuüm, in zoverre :

- enerzijds het percentage van dertig procent van de vastleggingskredieten bedoeld in het voormelde artikel 5, tweede lid, van de ordonnantie niet zou kunnen worden aangewend;

.../...

- en anderzijds geen subsidies kunnen worden toegekend voor de aanleg van wegen en de verwerving van terreinen die zullen dienen als groene ruimte toegankelijk voor het publiek.

b) In artikel 15 van de ordonnantie van 21 december 1998 tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 1998 wordt eveneens verwezen naar het gewestelijk ontwikkelingsplan.

Volgens deze bepaling wordt een deel van de "uitgavendotatie" waarin de ordonnantie voorziet, gelijk aan twintig percent, "verdeeld naar rata van de oppervlakte van het gemeentelijk grondgebied gelegen in de ruimte voor verhoogde ontwikkeling van de huisvesting zoals deze werd afgebakend door het Gewestelijk Ontwikkelingsplan vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 16 tot 24 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw".

Wanneer er geen gewestelijk ontwikkelingsplan is of wanneer het op 3 maart 1995 vastgestelde plan geen uitwerking meer heeft, kan deze bepaling niet meer worden toegepast.

Kortom, het onderzochte voorstel strekt er effectief toe te voorzien in een rechtsvacuüm.

Er dient te worden aan toegevoegd dat dat rechtsvacuüm zich opnieuw zou kunnen voordoen indien, op de

.../...

uiterste datum die in het voorstel wordt bepaald - namelijk 31 december 2001 - geen nieuw ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan in werking getreden is (1).

II. Het risico dat de rol van het gewestelijk ontwikkelingsplan, zoals die blijkt uit de ordonnantie van 29 augustus 1991, uitgehold wordt.

Zoals blijkt uit verschillende bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 (2), was de wil van de ordonnantiegever bij de vaststelling van die bepalingen dat, overeenkomstig de bewoordingen gebruikt tijdens de parlementaire voorbereiding, "de duur" van het gewestelijk ontwikkelingsplan "dezelfde (zou zijn) als die van een legislatuur" (3).

(1) Volgens de toelichting "(...) houdt het (op 3 maart 1995 vastgestelde plan) op gevolg te hebben als het tweede GewOP binnen het jaar dat het verlengd wordt, in werking treedt". Er mag niet uit het oog verloren worden dat volgens artikel 23, eerste tot derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 het ontwerpplan dezelfde gevolgen heeft als het gewestelijk ontwikkelingsplan.

(2) Inzonderheid artikel 18, vierde lid, artikel 23, vierde lid, en artikel 203, § 2.

(3) Gedr. St. B.H.R., A-108/1-90/91, blz. 5, en A-108/2-90/91, blz. 11.

Uit een juridisch oogpunt belet niets de ordonnantiegever van die regeling (1) af te wijken, inzonderheid door de gevolgen van het op 3 maart 1995 vastgestelde plan opnieuw te verlengen om ieder rechtsvacuüm te voorkomen, zoals aangegeven is in punt I.

*

*

*

In het licht van wat hierboven gesteld is, dienen over het onderzochte voorstel de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Zoals hierboven aangegeven is, kan het rechtsvacuüm waarin het onderzochte voorstel beoogt te voorzien, zich opnieuw voordoen indien, op de uiterste datum die in het ontwerp wordt bepaald - namelijk 31 december 2001 - geen nieuw ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan in werking getreden is.

Het is dus beter geen uiterste datum vast te stellen en te bepalen dat het op 3 maart 1995 vastgestelde gewestelijk ontwikkelingsplan geen uitwerking meer heeft op de dag van de inwerkingtreding van een nieuw ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan.

(1) Zoals hij reeds heeft gedaan in artikel 203, § 2, van de ordonnantie.

2. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering mag het volgende ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan niet vaststellen in het kalenderjaar dat volgt op het jaar van de installatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, wat nochtans bepaald is in artikel 18, vierde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Al gaat het om een gewone niet-dwingende termijn, toch dient het onderzochte voorstel te worden aangevuld met een bepaling waarbij die termijn niet toepasselijk zou worden verklaard op de vaststelling van dat ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. QUERTAINMONT,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN